L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
Bureaux : 73 rue de Chartres.
NOUVELLE-ORLÉANS
MERCREDI, 25 JUILLET 1894.

OFFICIEL.

Assemblée Générale
—DE—
L'ETAT DE LA LOUISIANE.
Session Régulière de 1894

No 45] LOI

Autorisant les femmes, dans certains cas, à être nommées tutrices de mineurs.

Section 1re—Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, que dans toutes les affaires où des mineurs sont laissés sans père ni mère, et non pourvus de tuteurs ; et quand il n'y a pas de parent mâle ayant droit à la tutelle ou consentant à l'accepter, en se conformant aux lois existantes, il sera légal de la part de toute cour ayant juridiction sur la succession du dernier défunt parent des mineurs, de nommer tutrice desdits mineurs, sur l'avis d'un conseil de famille, toute femme au dessus de vingt-un ans, apparentée aux dits enfants, au moins au quatrième degré, ainsi que le veut la cour civile de district de cet Etat, comme dans tous les autres cas pourvoyant à la nomination des tuteurs, à la condition que le père ou la mère desdits mineurs mourant le dernier ait laissé un testament confiant ses enfants mineurs aux soins de ladite parente, ou exprimant le désir qu'ils soient élevés par elle.

Sec. 2.—Il est de plus décrété, etc., que dans tous les cas où ladite parente sera nommée, son époux sera responsable *in solido* avec elle de tous les actes de tutrice commis ou omis par elle et dont elle est légalement responsable.

Sec. 3.—Il est de plus décrété, etc., que toutes les lois ou parties de lois en violation avec celle-ci sont abrogées, et que cette dernière prend effet à partir de son adoption.

G. W. BOLTON,
Speaker de la Chambre des Représentants.
H. R. LOTT,
Président Pro Tempore du Sénat.
Approuvée le 30 juin 1894.
MURPHY J. FOSTER,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.
Pour copie conforme :
GEO. SPENCER,
Sous-Secrétaire d'Etat.

No 46] LOI

Fixant les termes de la Cour d'Appel du Deuxième Circuit.

Section 1re—Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, que les termes de la Cour d'Appel du Deuxième Circuit seront comme suit :

Ouachita, le 2me lundi du mois de Janvier et le 3me lundi de mois de mai.

Richland, le 4me lundi du mois de Janvier et le 1er lundi du mois de Juin.

Franklin, le 2me lundi du mois de Février et le 2me lundi du mois de Juin.

Catahoula, le 2me lundi de mois de Février et le 3me lundi du mois de Juin.

Concordia, le 4me lundi du mois de Février et le 4me lundi du mois de Septembre.

Tensas, les 2mes lundis des mois de Mars et d'Octobre.

Madison, les 4mes lundis des mois de Mars et d'Octobre.

East Carroll, les 2mes lundis des mois d'Avril et de Novembre.

West Carroll, les 4mes lundis des mois d'Avril et de Novembre.

Morehouse, les 1ers lundis des mois de Mai et de Décembre.

Sec. 2.—Il est de plus décrété, etc., que toutes lois contraires à celle-ci sont par elle révoquées.

Approuvée le 30 juin 1894.

No 48] LOI

Amendant et décrétant à nouveau la Section 10me de la Loi No 44 des lois de l'année 1886, approuvée le 2 juillet 1886, et intitulée : Loi révoquant la loi créant le Cinquième District de Levées " et créant un nouveau District qui sera connu sous le nom de "Cinquième District de Levées de la Louisiane ;" établissant les limites dudit district et désignant la propriété assujette à la taxe, à l'assessment local et à la contribution ; pourvoyant à la nomination de Commissaires, à leur qualification, au mode de les distituer et de les remplacer, à leurs salaires et à ceux des officiers de la commission ; constituant lesdits Commissaires en Bureau de Levées sous le nom de Bureau des Commissaires du Cinquième District des Levées de la Louisiane ; faisant dudit Bureau un corps politique revêtu de pouvoirs d'incorporation et ayant un sceau de corporation ; fixant le mode, les époques et le lieu de ses réunions ; désignant le nombre des commissaires qui constituera un quorum pour l'expédition des affaires ; pourvoyant à l'organisation et à la gouverne dudit bureau ; définissant ses devoirs, pouvoirs et les restrictions auxquelles il sera tenu ; réglant les procédures légales à avoir lieu devant lui, et abrogeant toutes lois contraires à celle-ci.

Il est décrété par l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, que la section 10me de la loi No 44 de l'année 1886, intitulée : loi abrogeant la loi créant le "Cinquième District de Levées," et créant un nouveau district qui sera connu sous l'appellation de "Cinquième District de Levées de la Louisiane ;" fixant les limites dudit district et indiquant la propriété sujette à la taxe, à l'assessement local et à la contribution ; pourvoyant à la nomination de commissaires, à leur qualification, au mode de les destituer et de les remplacer, à leurs salaires et à ceux des officiers de la commission ; constituant lesdits commissaires en Bureau de Levées sous le nom de Bureau des Commissaires du Cinquième District des Levées de la Louisiane ; faisant dudit Bureau un corps politique revêtu de pouvoirs d'incorporation et possédant un sceau de corporation ; fixant le mode, les époques et le lieu de ses réunions ; désignant le nombre de commissaires qui constituera un quorum pour l'expédition des affaires ; pourvoyant à l'organisation et à la gouverne dudit bureau ; définissant ses devoirs, pouvoirs et les restrictions auxquelles il est tenu ; réglant les procédures légales à avoir lieu devant lui, et abrogeant toutes lois contraires à celle-ci, soit abrogée et remplacée par la présente qui sera désignée comme suit :

Section 10me—Que dans le cas où ledit Bureau croirait insuffisants les fonds auxquels il a été pourvu jusqu'ici, pour choisir l'endroit, construire et réparer les levées à dessein de prévenir les désastreuses inondations, ledit Bureau aura le pouvoir d'imposer un assessement spécial ou une contribution forcée qui n'excédera pas un dollar par balle sur chaque balle de coton récoltée dans le district, sur des terres sujettes à la taxe, en vertu des dispositions de cette loi, pendant les années 1894, 1895 et 1896, et aura le pouvoir après cette dernière année, 1896, d'imposer un assessement spécial ou une contribution forcée qui n'excéderas pas cinquante sous par balle sur chaque balle de coton recoltée dans le district sur des terres sujettes à la taxe, conformément aux dispositions de cette loi.

Pourvu qu'aucune taxe additionnelle ne sont perçue sur le coton sujétivé dans la partie de la paroisse Concordia, affectée par les eaux de la crevasse Bougère ; et le Bureau des ingénieurs d'Etat fera un arpentage et se renseignera quant aux terres de la paroisse Concordia, affectées par les eaux de la rivière Mississipi soulevé dans ladite paroisse par ladite crevasse Bougère, aux époques de la crue des eaux ; il fera un rapport à cet égard au Bureau des Commissaires dudit Cinquième District de levées de la Louisiane, rapport d'après lequel le dernier Bureau exemptera ces terres de toute taxe de coton additionnelle dont il est ici question. De plus, ledit Bureau des ingénieurs d'Etat est par la présente requis de faire l'arpentage et l'investigation indiqués, et d'en faire le sujet d'un rapport dans le plus bref délai possible, les frais de ces travaux devant être convertis par ledit Cinquième District de levées de la Louisiane.

Sec. 3.—Il est de plus décrété, etc., que toutes lois ou parties de lois en conflit avec celle-ci, sont abrogées.

G. W. BOLTON,
Speaker de la Chambre des Représentants.
H. R. LOTT,
Président Pro-Tempore du Sénat.
Approuvée le 30 juin 1894.
MURPHY J. FOSTER,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.
Pour copie conforme :
GEO. SPENCER,
Sous Secrétaire d'Etat.

La nouvelle que "tous les tenants français" refusaient de se charger de la défense de Caserio, l'assassin de M. Carnot, a produit une certaine sensation en Italie et sanctifié M. Podrsider, un des principaux membres du barreau italien, a accepté cette mission et est parti pour Lyon.

Out of sorts ! take Brown's Iron Bitters.

La meilleure de toutes les poudres-levain.---Dernier rapport du gouv. des E.-U.

Royal Baking Powder
Absolument Pur.

Chronique de la Ville.

Nouvelle-Orléans, 25 Juillet 1894.—Indications pour la Louisiane : Temps généralement beau : averses possibles sur la côte : vents d'est à sud.

Température du 24 juillet 1894.
Thermomètre de E. & L. Claudel, Opticiens, No 143 rue du Canal.
Entre Carondelet et Baronne.

Fahrenheit	Centigrade
7 heures du matin....82	25
Midi.....90	29
3 P. M.....90	29
6 P. M.....84	26

Mariages, naissances et décès, inscrits au Bureau de Santé pendant les dernières 24 heures.

Mariages.—George Hayes à Mlle Cecilia Ward, William Philips à Mlle Sarah Deverge, Myles Jones à Mlle Mary Decaul, Onésime Colar Jr. à Mlle Julia Lee, Robert Johnson à Mlle Patience Riley, Louis Debome à Mlle Anita Joseph.

Naissances—Mmes Jules Barth, un garçon ; George Karn, un garçon ; Salvatore Salita, une fille ; Jean B. Courrail, un garçon ; Robert Bewley, une fille ; Jeff Matthews, un garçon ; Thomas Tracy, un garçon ; John Opperkoch, un garçon ; George Heyd, une fille. Samuel Harding une fille ; Valentine Fricke, un garçon ; Georg Riegel, une fille ; Peter Betz, une fille ; Pauline Cistac, une fille ; Francis Jourdan, un garçon ; Frank Meich, une fille ; Chas. Bader, une fille ; Lionel Bienvenu, un garçon ; Jacob Kaits, une fille, Ernest Malonne, un garçon.

Décès—Mlle Mollie Egan, 17 ans, coin Magnolia et Philip ; Mancelo Erposto, 30 ans, Hôtel-Dieu ; Charles Guillot, 34 ans, 121 rue Quartier ; Veuve Francis Cires, 76 ans, 593 rue Nord Claiborne ; Josephine Chustenau, 28 ans, Jackson, Lne ; John Lackmann, 47 ans, Shakspeare Almshouse.

Ventes inscrites au Bureau des Aliénations.

Mme George Qoung à John Crowley, un terrain borne par les rues Howard, Erato, Thalie et Lasalle, $2,500.

Mlle J. Lasley à James W. Page, deux terrains bornés par l'avenue Louisiane, les rues Breslau, Delachaise et Arcadie, $300.

A. Alanzo à M. Rehage, une portion de terre bornée par les rues Laurel, Pension, Annonciation et Amélie, $3,200.

J. P. Martinez à Jose Fuentes un terrain borné par les rues Antonio, St-Bernard, Claiborne et Prosper ; un terrain borné par les rues St-Bernard, Antonio et Urquhart ; un terrain borné par les rues St-Bernard, Prieur, Johnson et Onzaga ; un terrain borné par les rues St-Philippe, Rochebleve, Dorgenois et Claiborne, $1,250.

Mlle C. A. Hotchkiss à la Union Homestead Association, un terrain borné par les rues Melpomène, Magazine, Constance et Thalie, $4,000.

J. Morgenstein à la Eureka Homestead Society, un terrain borné par les rues Bienville, Conti, Rochebleve et Dorgenois, $1,275.

Eureka Homestead Society à J. West et femme, la même propriété, $1,500.

Baillonnée et garrottée.

Deux nègres ont pénétré hier matin à 2 heures chez Mme Buhler rue Lafayette No 392 1/2.

Le mari de Mme Buhler étant pompier de la compagnie No 2, il lui est impossible de coucher chez lui et sa famille reste seule pendant la nuit. Le cottage habité par Mme Buhler, est une maison double. Lundi soir, elle s'était couchée avec ses enfants dont l'aîné est une fille de 17 ans et le plus jeune un enfant au maillot.

Avant de se mettre au lit, elle s'était comme de coutume assurée que les portes et les fenêtres étaient bien fermées, mais vers 2 heures du matin elle s'éveilla et s'est aperçue que la fenêtre près de laquelle se trouvait son lit était ouverte bien qu'elle l'eut fermée avant de s'endormir. En regardant dans la chambre, elle a aperçu des formes humaines aliant et venant, et elle a fait un mouvement pour se lever.

Les malfaiteurs se voyant découverts, lui ont alors ordonné de garder le silence et l'ont menacée de lui couper la gorge. L'un d'eux a projeté sur elle la lumière d'une lanterne sourde, à la lueur de laquelle Mme Buhler a pu apercevoir dans la main de l'autre visiteur un couteau grand ouvert. Ils ne lui ont pas fait de mal et se sont contentés de l'attacher à un des montants de son lit et de la bailloner avec un mouchoir, puis ils ont continué leur perquisition, s'emparant d'une somme de $60 qui se trouvait dans une boîte en fer et d'un lot de vêtements.

Prenant la fuite par dessus la clôture, ils se sont arrêtés dans la maison voisine qui est inoccupée, et là ont fait un choix de leur butin, abandonnant derrière eux une partie des vêtements. Mme Buhler dont les enfants n'avaient pas été réveillés, est restée attachée jusqu'à 4 heures du matin, et n'a été libérée qu'au lever de sa fille aînée. Elle a donné à la police un signalement très précis des malfaiteurs.

$100,000 de dommages.

Le maire Fitzpatrick a intenté hier, par le ministère de MM. Flynn et O'Sullivan, un procès en $100,000 de dommages à la Daily States Publishing Co., pour un article diffamatoire publié la veille et dont le maire a été extraire pour figurer dans l'acte d'accusation.

Il est dit entre autres choses dans cet article, que M. Orlopp a été dévalisé par le maire comme par un voleur de grand chemin. L'éditeur du *States*, aura en outre à répondre à une accusation de diffamation.

M. Hearsey s'est constitué prisonnier immédiatement et a comparu devant la 1re cour de recorder. Il a été remis en liberté sous caution de $250.

Bureau de Santé.

Les membres du Bureau de Santé se sont réunis hier soir pour discuter la question de l'enlèvement des immondices qui depuis quelques jours soulève tant de protestations.

M. Odenheimer a coupé court à une longue discussion à laquelle tous les membres ont pris part, relativement au mode des immondices, en disant que le Board n'avait pas d'autre droit que celui d'appeler l'attention des autorités sur le fait que les immondices n'étaient pas enlevés régulièrement ce qui constituait une menace pour la salubrité publique.

Les membres étant tombés d'accord que le Board ne devait se préoccuper uniquement de la question qu'au point de vue sanitaire et non au point de vue du fonctionnement du système, plusieurs motions ont été soumises et celle du Dr Formento a été adoptée. Elle est ainsi conçue :

Attendu que la négligence de la compagnie d'enlèvement des immondices, qui a refusé de ramasser des ordures (mêlées ou triées) devant les résidences de nombre d'habitants, constitue une menace pour la salubrité publique par l'accumulation des matières putrides, le Bureau de Santé décide d'appeler sur ce point l'attention du maire et du conseil municipal de ces publics, et de leur demander de faire enlever promptement ces immondices.

La motion a été adoptée.

La compagnie n'étime ne pas pouvoir se livrer au triage sur place et elle sondera à obtenir encore quelques jours à la population pour se conformer à l'ordonnance, si on lui permet dans ce délai de brûler les immondices au dehors, seul moyen qu'elle ait de disposer des ordures mêlées.

M. Farrar qui défendait les intérêts de la compagnie, a dit que la séparation des immondices n'imposait aucune tâche aux habitants, car la séparation existe naturellement et il n'y a qu'à la conserver en se servant de deux réceptacles.

Vols.

C. H. Dodaldson, qui habite au No 904 de la rue Magazine, a porté une accusation de vol contre un nommé Califat qui, dit-il, lui a volé une montre en or. L'accusé s'est constitué prisonnier.

—Deux malfaiteurs avaient pénétré la nuit dernière chez M. Galway, épicier coin St-Louis et Claiborne, mais ils ont fait du bruit et réveillé M. Galway qui a tiré sur eux, et ils ont été obligés de prendre la fuite sans pouvoir rien emporter.

Sunday Rest League.

Un comité de la Sunday Rest League, composé de MM. Breedlove Smith, H. Haag, T. Rapier et J. T. Gibbons, est allé trouver l'avocat de district pour lui demander de faire mettre la loi du dimanche en vigueur.

GRAND JURY.

Le Retour de M. Ligon.

MM. Dudoussat, Callahan et Kane sont accusés.

M. Ligon, qui a été tant cherché par la police depuis que le grand jury tenait à entendre son témoignage, est de retour en ville. En qualité d'ex-assessé de M. Orlopp, il est à même en effet de fournir aux membres du jury des informations qui leur manquent pour compléter leur enquête sur la construction de Palais de Justice.

Le fait que M. Ligon a affirmé avoir reçu une somme de $1,000 pour quitter la ville laisse à penser que son témoignage ne sera que plus accablant pour les personnes qui ont empoché des pots-de-vin.

M. Ligon dit qu'il a quitté Pittsburg, de sa propre volonté et qu'il n'y a été forcé en aucune façon. Il avait dans cette ville des affaires à terminer, et aussitôt après les avoir mises en état, il est parti pour la Nouvelle-Orléans, comprenant l'importance de son retour.

A son arrivée à la gare un des députés de sa cause criminelle qui l'attendait l'a amené directement au tribunal, afin de le mettre sous la protection de la loi et d'empêcher qui que ce fût de l'approcher.

Contrairement à son habitude, le grand jury s'est réuni à 9 heures au lieu de 10 heures 30 afin que l'interrogatoire de M. Ligon put être commencé sans délai. Lorsque tous les membres du jury ont été arrivés à la Cour, M. Ligon a été appelé devant eux. M. Ligon compte repartir pour Pittsburg aussitôt que le grand jury aura fini de l'interroger.

A 11 heures 30, le jury a ajourné sa séance pour une demi-heure.

A 1 heure 30 cet après-midi, lorsque la séance a été reprise, plusieurs témoins importants, le jury a ajourné à 7 heures du soir ; le juge a annoncé qu'il siègerait jusqu'à 11 heures.

A l'ouverture de la séance, il y avait foule à la Cour, mais les curieux fatigués d'attendre avaient presque complètement disparu lorsqu'à 10 heures le jury a annoncé qu'il avait un rapport à soumettre.

Ce rapport contenait trois accusations, deux contre Dudonnat et Callahan portées d'après la loi de 1890, et une contre W. J. Kane, président du comité de construction du Palais de Justice. Un mandat d'amener a été immédiatement lancé contre l'accusé.

D'autres accusations seront portées aujourd'hui, notamment contre le concierge qui a payé les $1000 à M. Ligon, et contre certains entrepreneurs de travaux.

Accident.

Hier soir, à 3 heures, un wagon chargé de meubles a renversé deux petites filles, âgées de 9 et 4 ans. L'une a été légèrement blessée à la jambe ; l'autre plus grièvement à la hanche.

Le conducteur a été arrêté.

Empoisonnement.

A 3 heures P. M., A. Saringues, âgé de 3 ans, qui jouait avec une fiole d'acide phénique, en a avalé le contenu. Il a été transporté de chez ses parents, No 200 rue Royale, à l'Hôpital.

Blessé.

Le 7 courant, Walter Erato, âgé de 7 ans, a été blessé d'un coup de brique à la tête par un gamin de 13 ans, nommé Eugène Field, habitant rue de l'Hôpital, No 208. L'état du blessé ayant empiré, un mandat d'amener a été lancé contre Field.

Erato est mort hier soir à 5 heures.

MENUS FAITS.

M. Boatner a annoncé que contrairement au bruit qui a été mis en circulation, il posera sa candidature comme représentant au Congrès.

DÉPART DE Mme CARNOT DE L'ELYSÉE.

Mme Carnot a quitté le palais de l'Elysée, le 12 juillet, à trois heures et demie.

Elle avait donné des ordres pour que son départ s'accomplit avec la simplicité que commandait son deuil. Aussi, le personnel du palais avait-il été invité à ne point paraître, et la cour d'honneur, fermée à tout le monde, n'offrait qu'un grand espace vide. Seuls, les anciens officiers de la maison militaire de M. Carnot et leurs femmes, M. et Mlle de Gouges, MM. Tranchau, chef du secrétariat particulier de M. Carnot, et Silhol, chef-adjoint, ont assisté, dans le vaste de Oléopâtre, aux derniers adieux.

Un landau de la présidence, attelé de deux chevaux, s'est rangé devant le perron.

Quelques instants après, la veuve du Président, dans un long vêtement de deuil, le visage caché par un voile épais, est apparue sur le haut du perron, au bras de son fils aîné. Derrière elle, tout habillés de noir, venaient ses deux autres fils, le général Borius, les colonels Chamoin, Pistor, Courtès, Lavoyer, Dalstein, le capitaine de frégate Marin Darbel, MM. Trancheau et Filhol, M. de Gouriet et quelques dames.

Quant Mme Carnot et ses trois fils eurent pris place dans le landau, les assistants s'inclinèrent profondément. Il n'y a pas eu un mot d'échangé au cours de cette scène rapide et tragique. Mais tous les yeux étaient baignés de larmes.

Quand le landau a franchi la grille de la rue du Faubourg Saint Honoré, quelques curieux qui s'étaient massés sur le trottoir, en face du palais, se sont découverts au passage de Mme Carnot.

L'INFLUENCE DES NOMBRES.

Les Eclipses qui se plaisent à découvrir, généralement après coup, l'annonce de grands événements dans les anagrammes, chronogrammes et autres *difficiles nuga*, ont de sérieux émules dans les chercheurs convaincus qui s'attachent à établir l'influence fatidique des nombres sur la vie de certains personnages.

C'est ainsi que l'*Intermédiaire* publie le petit travail anonyme suivant, sur "le chiffre 7 dans la vie du Président Carnot."

"Né en 1837 ;
"Reçu à l'Ecole polytechnique en 1857 ;
"Elu Président de la République en 1887 (en vertu de l'article 7 de la Constitution) ;
"Préside, le 17 mai 1894, le centenaire de l'Ecole polytechnique ;
"Mort assassiné, à l'âge de 57 ans, dans la 7e année de sa présidence, sur une voiture où il y avait 7 personnes, le dimanche 7e jour de la semaine, par un Italien (7 lettres) nommé Caserio (7 lettres) ;
"Porté triomphalement au Panthéon, le premier jour du 7e mois de l'année, 7 jours après sa mort."

Espérons que l'auteur de cette note si intéressante n'aura mis que 7 heures à la rédiger.

—A la cour d'assises.

Guibollard, juré, cessie de se faire dispenser de siéger.

—Quels sont vos motifs d'excuse ?

—Je ne sais ni lire ni écrire. J'en ai d'ailleurs informé par lettre M. le procureur général.

Les Plus Grands Honneurs ont été décernés au World's Fair, au
DR. PRICE'S CREAM BAKING POWDER
LA PLUS PARFAITE FABRIQUÉE.
Une pendre de crème de tartre faite du raisin pur, sans ammoniaque, chaux et autre agréées de falsification.
AN D'AVENUE

BULLETIN
Télégraphique.

La Nouvelle Loi contre les Anarchistes.

Paris, 21 juillet.—La chambre des députés a adopté aujourd'hui par un vote de 330 voix contre 176 le deuxième article de la nouvelle loi contre les anarchistes. Cet article porte que toutes les personnes qui auront fait acte de propagande anarchiste seront déférées aux tribunaux de police correctionnelle.

Après le vote du deuxième article de la loi contre les anarchistes, la chambre a commencé la discussion de l'article 3. Un certain nombre a été écoué par une proposition de M. Brisson demandant l'insertion des mots suivants dans l'article 3 : "conformément à la constitution et pour la défendre." Au milieu d'un tapage croissant, M. Lasserre, rapporteur du projet de loi, appuie la proposition et M. Montant, radical, appuie la prise de cette même proposition. M. Dupuy, président du conseil, accepte l'amendement après que le mot "républicaine" a été inséré après le mot "constitution."

—*Le New York Herald* communique au *Courrier des Etats-Unis* le texte français de la dépêche suivante :

Paris, 21 juillet—Tout l'intérêt politique se concentre sur l'anarchie et sur la façon dont les différents gouvernements d'Europe veulent se défendre contre elle. Il est évident que tous veulent prendre des mesures, excepté l'Angleterre qui veut rester fidèle à ses anciennes traditions de liberté individuelle, en répondant pas compte que, contre des adversaires attaquant la société à fond, il est nécessaire de prendre des mesures extraordinaires. Il est très compréhensible que des Etats comme l'Allemagne et la Suisse disent que leurs lois de police suffisent et se maintiennent qu'aucun complot ne sera tramé sur leurs territoires. Mais plusieurs chancelleries sont très fâchées contre l'Angleterre qui sera cause, disent-elles, d'inévitables désastres.

La lutte entre le ministère et le parti radical-socialiste à propos de la loi contre les menées anarchistes prend la tournure d'une lutte pour la vie. Les radicaux défendent avec une énergie inouïe les libertés illimitées de la presse. Le gouvernement affirme qu'il ne peut pas gouverner s'il n'obtient pas les pouvoirs extraordinaires qu'il demande. Il est très probable que le gouvernement finira par triompher, mais la victoire sera difficile et si la chambre cède au ministère elle lui fera payer cette violence en automne.

Jacques St-Cère.

Nouvel Attentat à Paris.

Paris, 21 juillet—Pendant le service religieux qui a eu lieu à l'église Saint-Sulpice à l'occasion des funérailles de M. Leconte de Lisle, un individu a essayé de poignarder M. de Talgey, qui représentait le Président Casimir-Perier aux obsèques. L'inconnu a été arrêté et l'on croit que c'est un fou.

L'agitation anarchiste.

Rome, 21 juillet—Pendant les dernières vingt-quatre heures, on a arrêté à Rome vingt-deux anarchistes, et soixante autres ont été arrêtés dans la province. Une machine infernale de laquelle on retirait une mèche enflammée a été trouvée hier soir devant l'entrée du tribunal militaire de Cagliari, dans la Sardaigne.

Une bombe a fait explosion ce matin près de l'ambassade d'Angleterre mais n'a causé aucun dégât.

Le Bill du Tarif.

Depuis que lecture a été donnée de la lettre de M. Cleveland le désarroi le plus complet règne à la Chambre et surtout au Sénat.

M. Gorman, président du comité du Sénat a défendu ses collègues et mis en certains secrets de parti, faisant porter à M. Cleveland une partie de la responsabilité de la création du bill qu'il condamne dans la lettre adressée à M. Wilson.

Il est probable que la question sera réglée à un caucus tenu entre les membres du sénat et de la Chambre. Les membres du sénat semblent être bien décidés à faire adopter leur bill ou à laisser encore la question en suspens.

Washington, 24 juillet—Le sénateur Hill a répondu au sénateur Gorman qui avait attaqué le président, que l'opinion publique était favorable à celui ci et à la chambre et que le Sénat devrait céder et voter pour l'entrée des matières premières en franchise.

France.

M. Dupuy a demandé comme marque de confiance dans le gouvernement, le rejet de tous les amendements au projet de loi sur la presse. Tous les amendements ont été rejetés, et la séance a été ajournée. Le procès de Cesario, l'assassin de M. Carnot, a été remis au mois d'août.

Collision sur le Texas Pacific.

Une collision a eu lieu sur la ligne du Texas and Pacific par suite d'une méprise. L'accident a eu lieu près de Queen City, et a coûté la vie à huit personnes. Le locomotive a été complètement démolie ainsi que plusieurs wagons.

Lynché.

On écrit de la Nile-Ibérie, qu'un nègre de 25 ans, J. McClure a été pendu à un des balcons de la prison de la paroisse.

Il y a quelques mois Mlle Kate Hamilton était revenue du nord, passer quelque temps chez sa sœur Mme A. Pascal. Le climat étant favorable au rétablissement de sa santé, elle avait décidé de prolonger son séjour.

Derrière la résidence de Mme Pascal se trouvent des écuries dans lesquelles le nègre McClure était employé. Depuis quelque temps, on l'apercevait, rôdant autour de la demeure de Mme Pascal, et dimanche dernier, vers 4 heures du matin, on a entendu crier qu'un qui essayait de pénétrer dans la maison. Le nègre a été immédiatement soupçonné et arrêté. Le jour même, Mlle Hankins est tombée malade et le médecin a déclaré qu'elle avait dû éprouver quelque grande frayeur.

Elle a, en effet que la veille au soir, un nègre avait pénétré dans sa chambre et avait essayé d'abuser d'elle, mais n'y réussissant pas, il l'avait à moitié étranglée et l'avait menacée de la tuer si elle révélait sa visite. Il a ajouté qu'il reviendrait le lendemain et arriverait à ses fins, même s'il fallait avoir recours au crime. Effrayée, Mlle Hankins n'a rien dit, mais lorsque le soir venu elle a songé à la promesse du nègre, elle a succombé à une crise nerveuse et a tout révélé.

Elle a dit que lorsque le nègre s'enfuyait, elle avait reconnu en lui le garçon d'écurie McClure. On s'est immédiatement mis en quête de celui ci, mais il avait déjà été appréhendé par la police.

Après une vaine tentative faite par la population pour s'emparer du prisonnier, quelques habitants ont réussi à se procurer des clefs et à pénétrer dans la prison pendant le repas des gardiens, et se rendant à la cellule du coupable, ils l'ont pendu. Le corps a été ensuite remis à la famille et la foule s'est dispersée en bon ordre.

La Peste.

On vient de recevoir à Washington de nouveaux détails sur la peste qui sévit en ce moment en Chine.

Le 16 juin, l'épidémie tendait à se développer. Le 7 juin, 1,300 décès avaient été enregistrés à Hong Kong. Très peu de personnes atteintes ont été guéries. A Canton, on avait compté 5,000 décès le 8 mai. Dans cette ville on a adopté une nouvelle méthode d'enrayer le fléau.

Un dîneur de bonne aventure ayant annoncé que la peste disparaîtrait à l'approche du printemps, la population de Canton, afin de tromper les dieux, a célébré le nouvel an le 5 mai. Les autorités elles-mêmes en sont prêtées à ce stratagème.

Collision.

Une collision a eu lieu entre deux trains marchant en sens inverse sur la ligne du Cleveland, Cincinnati, Chicago et St-Louis R. R., près de la station de Griffith. Le train express était en retard d'une heure et le train qui était conjuré de s'arrêter à la station pour attendre ses passagers, a continué en route. Les deux trains se sont rencontrés très vite et 10 blessés.

Une nouvelle association ouvrière.

Il question de la formation d'une nouvelle association ouvrière qui sera connue sous le nom de American Labor Union, laquelle est destinée à remplacer les Chevaliers du Travail, et qui au lieu de servir l'ambition de quelques leaders dont le seul but est de devenir politiciens, servira la cause de l'ouvrier. Il est probable qu'il y aura fusion de la A. R. U. avec la nouvelle association. Celle-ci a adopté des résolutions par lesquelles elle promet de donner son appui à Debs.

Noyés.

On écrit de Fresno, Cal., que cinq femmes se baignaient dans la rivière San Joaquin, lorsque l'une d'elles a perdu pied, et trois autres se sont portées à son secours. Elles ont été prises par un remous et se sont noyées.

En Allemagne.

La fameuse entraîneuse de Herr Dewe, que l'on prétendait être à l'épreuve des balles, a été mise à l'essai et perdue à une distance de 600 mètres avec les fusils en usage en ce moment dans l'armée.

A Bluefields.

Le général Cabezas, avec l'aide des troupes anglaises, a repris la ville de Bluefields et le chef Florence qui en a été chassé, a été obligé de se réfugier plus au sud.

En Corée.

L'opinion générale est que le Japon ne désire pas un règlement amical des troubles auxquels il se trouve mêlé. La Corée est soutenue par la Chine ; il est facile de s'en convaincre par son attitude.

Quant à l'appui de la France et de la Russie, promis au Japon, c'est un bruit qui a été démenti.

Les dépêches de Tien-Tsin, reçues à Londres, annoncent que la guerre n'a pas encore été déclarée, mais que la situation est des plus graves. Dans les cercles officiels de Londres, on considère la guerre comme inévitable.

Une dépêche dont l'authenticité n'a pas été établie, annonce que les Japonais ont ouvert le feu sur un des ports de la Corée.

Un navire de guerre allemand est parti de Shanghai pour le port de Chefow, à proximité de la Corée.

Shanghai, 24 juillet, 9 heures 40 P. M.—Une dépêche reçue de Nangasaki, Japon, dit qu'un détachement de troupes de la Corée a attaqué la garnison japonaise, à l'instigation de la colonie chinoise.

Une autre télégramme annonce qu'un croiseur japonais et un transport chinois ont ouvert le feu l'un sur l'autre et que le transport a été coulé.

Par suite de la grande demande de charbon, le prix de celle-ci a augmenté de 40 pour cent.

Suicide.

Un nommé Charles Werner, un jeune boulanger de San Antonio, Tex., s'est suicidé en avalant une dose de strychnine avec ses allmenats. Il était resté ivre chez lui après avoir eu une querelle avec sa maîtresse et il a résolu de se tuer.

Consulat de France.

Nous recevons de M. Thiébaud, chancelier du Consulat de France à la Nouvelle Orléans et gérant le Consulat en la courte absence de M. d'Argiade, la lettre suivante, que lui a envoyée le ministère des affaires étrangères relativement à la célébration du service funèbre à la mémoire de regretté M. Carnot :

République Française,
Paris, le 10 juillet 1894.
Ministère des Affaires-Etrangères, Protocole.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de la note contenant, par laquelle vous m'avez rendu compte du service solennel célébré dans votre ville à la suite de la mort de M. Carnot.

Je ne doute pas que vous n'ayez déjà remercié les hauts personnages qui ont assisté à cette cérémonie et je vous prie de saisir la première occasion qui se présentera pour leur renouveler l'expression de la gratitude du Gouvernement Français.

Recevez, Monsieur, les assurances de ma considération distinguée.

Le Ministre des Affaires Etrangères,
(Signé) G. Hanotaux.

WEST END.

Nous revenons du West End enchantés ; non pas que nous y ayons fait un long séjour. Non—Juste le temps d'entendre deux ou trois morceaux et nous sommes revenus à la hâte en ville.

Moins de monde au West End que Dimanche, mais excellentes exécutions par l'orchestre et très heureux choix de morceaux.

Nous citerons, entr'autres, un fort joli duo pour flûte et hautbois, par MM. Vala Deroin et Lucien, auquels nous envoyons nos compliments les plus sincères.—Deux hommes connaissant leur métier, maniant leur instrument d'une façon rare, jouant l'un à côté de l'autre, non pour se tomber mutuellement, mais pour s'entr'aider et produire ainsi de délicieux effets d'ensemble.

Encore nos fois, nos compliments aux deux solistes d'hier soir.

LE PROCÈS DE BARCELONE.

Afin d'abréger les débats dans l'affaire du Liceo, le ministère public a renoncé à entendre 33 témoins. Il a retiré ses conclusions précédentes contre Altaro et Pras, accusés de complicité dans cet attentat. Ces derniers sont mis en liberté. Salvador sourit en les voyant relaxer.

Le réquisitoire de l'avocat général a été très énergique. Salvador, très agité, a demandé la parole. Le public a fait une démonstration hostile et a sifflé. Salvador s'est rassis avec un sourire de mépris.

Le jury s'est retiré que dix minutes en délibération et a rapporté un verdict de culpabilité.

Suivant un archaïsme de la vieille législation espagnole, Salvador est condamné, en plus de la peine de mort, à 459 ans de travaux forcés—17 années par victime.

La presque manifeste son étonnement de la rapidité avec laquelle s'est terminé le procès.

La vérité est que la police avait ses raisons de craindre les représailles des anarchistes pendant la durée du procès. Salvador ayant voulu lire le long factum qu'il avait préparé, le président s'y opposa.

Au cours de l'interrogatoire, le ministère public prétendit obliger Salvator à répondre seulement par oui ou par non.

Le président refusa de limiter ainsi les droits de la défense de l'accusé. Salvador dit qu'il portait les bombes dans un ceinture, et qu'il les laissa tomber dans le théâtre presque sans faire un mouvement. N'ayant pas été aperçu, il quitta Barcelone pour Castelcera, afin d'assassiner le juge de cette ville. Il dut s'enfuir à Saragosse, où il fut arrêté.

TENTATIVE DE SUICIDE DANS UNE BAIGNOIRE.

Une dame modestement vêtue, paraissant âgée d'une quarantaine d'années, entrait l'autre jour, vers onze heures, dans un établissement de bains, 50, rue du Faubourg-Saint-Denis. Paris, elle demanda un bain à peine et pénétra dans la cabine.

Cinq minutes à peine s'étaient écoulées qu'on entendit sortir de la cabine des cris épouvantables qui répandirent la terreur dans l'établissement. Tout le personnel se précipita vers l'endroit d'où partaient les cris, la porte fut ouverte et l'on vit l'inconnue dans sa baignoire, se tordant de douleur ; sur le parquet on trouvait une bouteille à moitié vide, renversée.

La malheureuse femme fut retirée de la baignoire et un médecin de la maison lui donna les premiers soins. A peine sortie d'une syncope, elle fut une crise de nerfs terrible. S'étant un peu calmée elle put balbutier son nom et son adresse : Mme Carteille, 4, rue Sainte-Foy.

Elle parvint encore à dire à M. Vérillon, commissaire de police, mais par mots entrecoupés, qu'elle avait voulu mourir par suite de violente chagrins de famille. C'est de l'absinthe qu'elle avait bue étant dans le bain, croyant ainsi se donner la mort ; mais la douleur qu'elle ressentit était si forte qu'il lui fut impossible de retenir ses cris. Mme Carteille avait griffonné sur du papier quelques mots disant qu'elle mandissait sa fille.

Par humanité, M. Vérillon ne posera pas l'interrogatoire plus loin et ordonna le transport de la désespérée à l'hôpital Saint-Louis.

ATTENTION
A temps à tout dérangement de l'Estomac, du Foie ou des Intestins peut empêcher de sérieuses complications.